



HAL
open science

La Mer Noire. Quels horizons pour la Russie?

Julien Vercueil

► **To cite this version:**

Julien Vercueil. La Mer Noire. Quels horizons pour la Russie?. XIth International Congress of South East European Studies, AIESEE; Bulgarian Academy of Sciences, Aug 2015, Sofia, Bulgarie. ⟨halshs-01422275⟩

HAL Id: halshs-01422275

<https://shs.hal.science/halshs-01422275v1>

Submitted on 24 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

La Mer noire. Quels horizons pour la Russie ? Une approche géoéconomique

Julien Vercueil
CREE-INALCO

Avec l'annexion de la Crimée en mars 2014, la Russie a significativement étendu son interface avec la Mer noire. En même temps, les conséquences géopolitiques et économiques de l'annexion et du regain de tension avec l'Occident suite au conflit dans le *Donbass* ont été sérieuses pour la Russie. Dans la région, elles ont conduit notamment à l'abandon du projet de Gazoduc *Southstream* porté par *Gazprom*. Le conflit diplomatique avec la Turquie, déclenché à l'automne 2016, a aussi des ramifications économiques. Il constitue de ce fait une dimension supplémentaire de la nouvelle position géoéconomique de la Russie dans la région.

Cette position contrastée soulève plusieurs questions : quel a été jusqu'ici l'impact de la Crimée sur la relation de la Russie à la région ? Comment ses relations économiques avec les pays proches de la mer Noire sont-elles susceptibles d'évoluer à court terme ? A plus long terme, quelles sont les perspectives de recomposition des intérêts économiques de la Russie dans la région ?

Nous présentons un éclairage sur ces questions à travers trois thématiques. La première consiste en l'analyse des conséquences géoéconomiques immédiates de l'intégration de la Crimée comme république autonome sur le territoire de la Fédération de Russie. Celles-ci se font sentir non seulement sur l'accès maritime de la Russie, mais aussi via l'accroissement du poids du Sud de la Russie dans l'économie nationale. La deuxième partie examinera les conséquences du conflit ukrainien et de l'évolution générale du paysage énergétique sur les relations entre la Russie et les pays de la région, principalement en ce qui concerne les exportations de gaz naturel. La troisième partie généralise l'analyse aux relations commerciales d'ensemble avec les pays proches de la Mer noire. La conclusion dresse les perspectives d'évolution à moyen et long termes de la position économique de la Russie dans la région.

1. La Crimée et Sébastopol : une nouvelle région à intégrer, de nouvelles possibilités maritimes ?

Depuis avril 2014 l'ensemble Crimée plus Sébastopol est défini par l'administration russe comme le neuvième district fédéral de la Russie, comportant une république autonome (la Crimée) et une ville d'importance fédérale (Sébastopol, qui reçoit donc le même statut que Moscou et Saint-Pétersbourg). Ces statuts administratifs exceptionnels - le district fédéral est l'échelon le plus élevé dans la "verticale du pouvoir" qui a réorganisé la hiérarchie des entités sub-nationales après l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir - signifient, s'il en était besoin, l'importance politique de ces deux nouvelles entités.

Avec 2,3 millions d'habitants, le D.F. Crimée-Sébastopol représente 1,6 % de la population totale de la Fédération de Russie. Cette population ne génère que 0,7 % de

l'activité commerciale fédérale, 0,1 % de l'activité de construction, et seulement 0,25 % des recettes fiscales. C'est que le niveau de vie y est significativement plus bas que dans la moyenne russe : les salaires sont inférieurs d'environ 40 %. L'inflation ayant accéléré davantage en Crimée qu'ailleurs en Russie (près de deux fois plus vite¹, du fait de l'obligation pour la péninsule d'importer l'essentiel des produits nécessaires par ferry et, en partie aussi, des sanctions occidentales spécifiques qui ont touché la Crimée et Sébastopol (encadré 1) via ses nouvelles autorités, la situation économique et sociale de la péninsule est désormais précaire, compte tenu de la baisse rapide de pouvoir d'achat des ménages.

Encadré 1. Les sanctions européennes sur la Crimée et Sébastopol

"L'Union européenne a adopté un certain nombre de **sanctions ciblées sur la Crimée et Sébastopol**, qui visent aussi, mais indirectement, la Russie. Sur ce point, il existe une différence avec les États-Unis qui n'ont pas pris de sanctions visant la Crimée et Sébastopol.

Le **Conseil européen des 20 et 21 mars 2014**, qui a indiqué ne pas reconnaître le référendum en Crimée et condamné l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol à la Russie, a demandé à la Commission « *d'évaluer les conséquences juridiques de l'annexion de la Crimée et de proposer des restrictions économiques, commerciales et financières en ce qui concerne la Crimée destinées à être mises en oeuvre rapidement* ». En juin, l'Union européenne a mis en place un embargo sur l'importation de marchandises originaires de Crimée et de Sébastopol, sauf si elles sont accompagnées d'un certificat d'origine délivré par les autorités ukrainiennes, et la fourniture de services financiers et de services d'assurance en rapport avec ces importations est également interdite. Le mois suivant, elle a pris des mesures visant à interdire de nouveaux investissements dans les projets d'infrastructures de transport, de télécommunications et d'énergie, ainsi que dans les projets liés à l'exploitation des ressources naturelles de Crimée (pétrole, gaz et minerais). Ces mesures prévoient également l'interdiction de l'exportation vers la Crimée et Sébastopol d'équipements-clés destinés à ces secteurs.

Les sanctions à l'encontre de la Crimée et de Sébastopol ont été renforcées par le **Conseil européen du 18 décembre 2014**. Les investissements en Crimée et à Sébastopol sont interdits. Les ressortissants européens et les entreprises établies dans l'Union ne peuvent plus acheter des biens immobiliers ou des entités en Crimée, y financer des entreprises ou fournir des services connexes. En outre, les opérateurs européens ne seront plus autorisés à fournir des services liés au tourisme, en particulier les navires de croisière européens ne peuvent plus faire escale, sauf urgence, dans un port de la péninsule. Il est également interdit d'exporter certains biens et certaines technologies à destination d'entreprises de Crimée ou en vue d'une utilisation en Crimée (dans les secteurs des transports, des télécommunications et de l'énergie, ainsi que de la prospection, de l'exploration et de la production pétrolières, gazières et minières). Il est également interdit de fournir une assistance technique ou des services de courtage, de construction ou d'ingénierie liés à des infrastructures dans ces mêmes secteurs."

Extrait du rapport du Sénat "Union européenne/Russie : les sanctions et après ?", Y. Pozzo di Borgo, Simon Sutour, N°486, Juin 2015. <http://www.senat.fr/rap/r14-486/r14-4861.pdf>

En outre, la péninsule subit le nouveau cycle de sanctions votées par l'Union Européenne en décembre 2014 (cf. Encadré 1), notamment l'embargo sur les investissements ou le tourisme. Compte tenu de l'importance du tourisme dans l'économie locale et du besoin de modernisation de ses infrastructures, ce durcissement exerce un impact significatif sur l'activité de la péninsule et son attractivité.

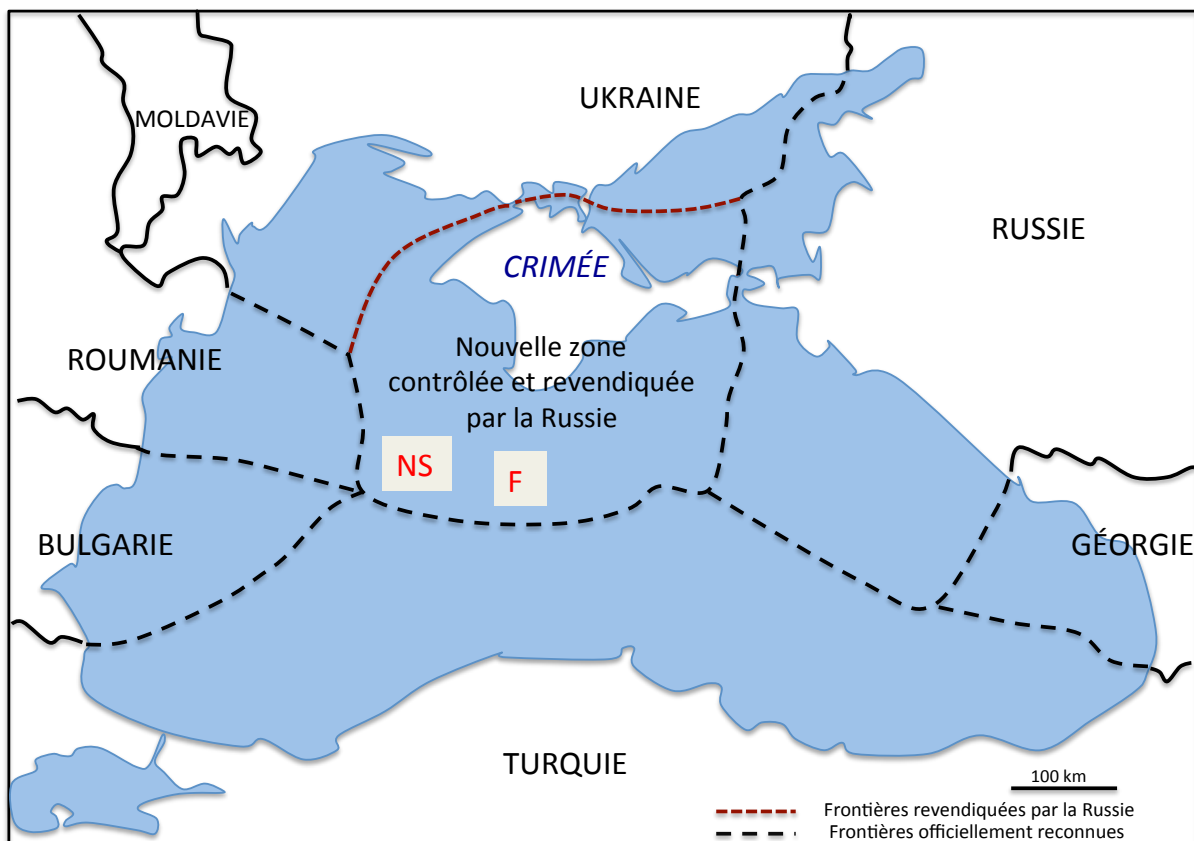
Contrairement à ce qui a été soutenu par les autorités russes au moment de l'annexion, l'intérêt de la Russie pour la Crimée n'a pas que des « motivations humanitaires ». La

¹ Calculs d'après Rosstat, 2015

base navale de Sébastopol constitue un point d'ancrage irremplaçable aux yeux de Moscou pour soutenir l'influence et la capacité d'action russe en Mer noire, et au-delà, en Méditerranée. Les autorités militaires de la Russie ont rapidement annoncé leur intention de rééquiper la Crimée et Sébastopol en matière navale. Initialement (printemps 2014), la flotte de Sébastopol devait recevoir 30 nouveaux vaisseaux d'ici 2020, incluant 6 sous-marins. En septembre 2014, une deuxième déclaration politique a porté l'enchère à 80 vaisseaux. Avec les bateaux saisis sur la flotte Ukrainienne lors de l'annexion de la Crimée, c'est 206 vaisseaux qui pourraient à terme constituer la flotte russe en Mer noire, dont Sébastopol constitue le premier port d'attache (une autre base navale doit être développée sur la côte orientale de la Mer noire, à proximité du terminal pétrolier de Novorossiisk). Les autorités ont également annoncé leur projet de construire des infrastructures complémentaires qui devraient rendre la flotte autosuffisante².

Le deuxième intérêt de la Crimée pour la Russie est d'avoir considérablement modifié, de son point de vue, les frontières maritimes en Mer noire, du fait que la souveraineté sur les mers s'étend en droit international jusqu'à 200 milles nautiques³ des côtes. L'interface maritime est étendue au détriment de l'Ukraine, qui bénéficiait jusque là de l'essentiel de l'accès Nord à la Mer Noire. Il y a donc véritable un effet de basculement entre ces deux interfaces, visible sur la carte 1.

Carte 1 : Le redécoupage des zones maritimes d'influence après l'annexion de la Crimée et les gisements pétroliers en eaux profondes dans la Mer noire



² <http://www.worldreview.info/content/threat-mediterranean-security-russia-ramps-black-sea-fleet>

³ Selon le traité international intitulé "Loi sur la mer", de 1982.

Source : élaboration de l'auteur d'après *Lamont-Doherty Earth Observatory of Columbia University* et *ICM Petroleum Management*

L'annexion de la Crimée n'augmente pas seulement considérablement la superficie des eaux contrôlées par la Russie en Mer noire. Elle lui permet aussi de prendre le contrôle de gisements importants d'hydrocarbures (Tableau 1), situées dans deux zones en eaux profondes baptisées New Skifska (NS sur la carte 1) et Forosa (F sur la carte 1), qui selon certaines analyses pourraient compter parmi les plus profitables potentiellement dans la Mer noire⁴) et d'en priver l'Ukraine, limitant d'autant ses perspectives d'émancipation de la tutelle russe en matière énergétique.

Tableau 1. Deux gisements qui ont basculé en mars 2014 : New Skifska et Forosa

	NEW SKIFSKA	FOROSA
Ressources récupérables	80-100 Mns TEP	130-150 Mns TEP
Production annuelle attendue ⁵	3 Mns TEP	4 Mns TEP

Source : ICM Petroleum Management (2012)

On aurait pu penser qu'en évitant à la Russie le contournement des eaux territoriales ukrainiennes pour déployer son gazoduc sous-marin *Southstream* en direction de l'Europe du Sud-Est, l'annexion de la Crimée raccourcirait le trajet, en limiterait les coûts et par conséquent accélérerait sa construction. Cela n'a pas été suffisant. Au contraire, en décembre 2014 Vladimir Poutine annonçait la suspension du projet, arguant du manque d'intérêt européen pour le projet et de la multiplication des obstacles administratifs à sa construction. A sa place, il annonçait un gazoduc passant par la Turquie et rejoignant des réseaux existants pour alimenter l'Europe par le sud. A son tour, cette deuxième option a été suspendue à la suite de la dégradation des relations entre la Russie et la Turquie en décembre 2015, sur fond d'intervention russe en Syrie.

Ces revirements montrent que l'annexion n'a pas produit des résultats aussi directement positifs que ce qu'auraient pu souhaiter les responsables russes. Il faut en comprendre les raisons.

2. Les conséquences énergétiques de la nouvelle donne régionale

La chute des cours du pétrole, combinée à l'élévation du risque géopolitique dans la région Russie-Ukraine et à l'escalade des sanctions et contre sanctions entre la Russie et les pays de l'OCDE a eu des effets importants sur la conjoncture russe. Accélération de l'inflation, chute conjointe des exportations, des importations et de l'investissement, tassement puis forte chute des revenus et de la consommation des ménages, ont ensemble eu raison des moteurs traditionnels de la croissance. La conduite d'une politique monétaire inadaptée, qui poursuivait un objectif de ciblage d'inflation alors que les fondements institutionnels et monétaires de la stabilité du taux de change n'étaient pas établis, a aggravé les conséquences de cette nouvelle situation, contribuant à la chute du rouble fin 2014 (Vercueil, 2015). Les grandes firmes russes, endettées en dollars et privées de capitaux occidentaux à la suite des sanctions, ont dû restructurer

⁴ http://www.nytimes.com/2014/05/18/world/europe/in-taking-crimea-putin-gains-a-sea-of-fuel-reserves.html?_r=0

⁵ A titre de comparaison, l'un des plus gros gisements récemment découverts en Russie, *Vankor*, devrait produire 21 Millions de tonnes de pétrole par an.

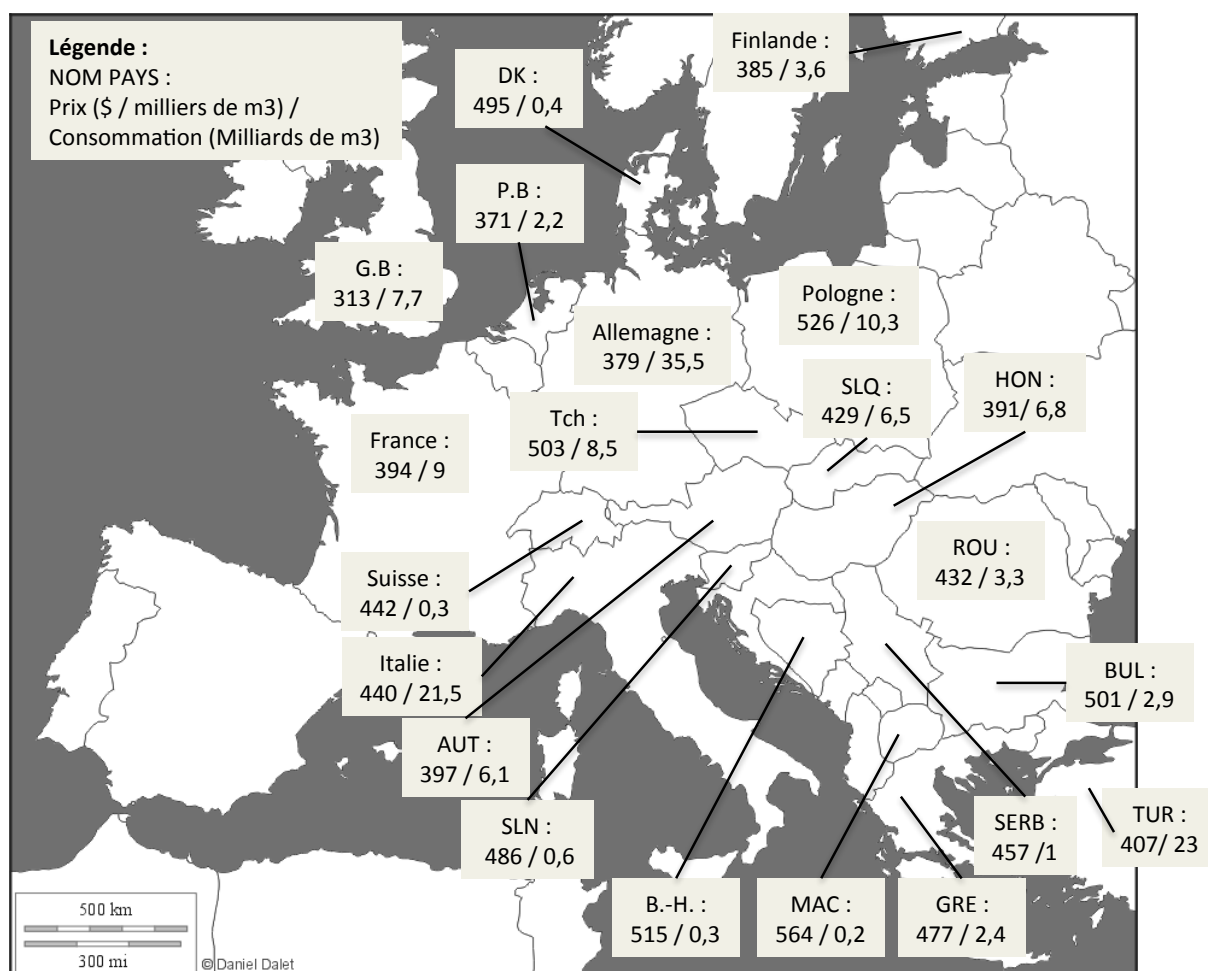
rapidement leurs engagements financiers, stopper leurs programmes d'investissement voire vendre des actifs tout en comptant sur le soutien de l'État pour ne pas se trouver en situation analogue à celle de 2009, où nombre d'entre elles s'étaient trouvées au bord de la cessation de paiement du fait de la chute des cours du pétrole et de la dévaluation du rouble.

Les sociétés d'hydrocarbures, dont *Gazprom*, fortement impliquée en Mer noire dans la construction du gazoduc *SouthStream*, ont dû faire face à une nouvelle situation. Pour elles, la chute des prix des hydrocarbures a été en partie compensée par celle du rouble. Pour *Gazprom*, le tassement de la demande européenne, l'accroissement des tensions régionales et les efforts financiers demandés par la signature du contrat de fourniture de mai 2014 à la Chine (*Power of Siberia*) ont à la fois limité les perspectives sur les marchés occidentaux et les investissements nécessaires à l'Est. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles *Gazprom* a préféré stopper le projet *Southstream*, qui était pourtant déjà bien avancé. En effet, malgré les augmentations régulièrement obtenues sur les tarifs réglementés du gaz facturés aux particuliers et entreprises russes, *Gazprom* vend à perte une partie de ses livraisons domestiques. En situation de crise, les délais de paiements et les non-paiements ont tendance à se multiplier sur le territoire russe, ce qui réduit encore davantage les recettes que l'entreprise peut espérer tirer de son marché domestique. Avec les nouvelles difficultés rencontrées par l'économie nationale depuis 2014, le marché intérieur risque de devenir un poids mort pour *Gazprom*. Sa rentabilité globale dépend donc essentiellement de sa capacité à toucher des marchés lucratifs à l'étranger. Or c'est sur le marché ouest-européen que les prix sont les plus élevés et la consommation la plus forte.

L'Europe n'est toutefois pas un continent homogène dans la stratégie de *Gazprom*. La carte 2 montre qu'en 2012 les prix variaient fortement suivant les clients, allant de 313 \$ pour la Grande Bretagne à 564 \$ pour la Macédoine, en fonction de considérations commerciales et techniques (volumes vendus, concurrence, coûts de transport), politiques et géopolitiques (proximité politique, intérêt stratégique). Au taux de change courant, les prix européens étaient alors de 3,5 à 6,5 fois plus élevés que les prix domestiques⁶. Les prix d'exportation les moins élevés, accordés aux pays les plus proches politiquement comme la Biélorussie, étaient inférieurs à 200 \$ le millier de m³. Au sein des Balkans, les situations sont aussi contrastées puisqu'entre la Roumanie, mieux lotie, et la Macédoine, l'écart de prix est de plus de 130 dollars le millier de m³ (mm³), soit 30 % (carte 2). Depuis, la chute des prix du pétrole s'est propagée à celle du gaz naturel, avec un prix moyen des livraisons en Europe estimé en 2015 à 243 \$ / mm³, un niveau 44 % inférieur à celui de 2012.

⁶ Calculs d'après *Gazprom.ru*, 2015.

Carte 2. Les prix de Gazprom en Europe en 2012



Source : Elaboration de l'auteur d'après <http://izvestia.ru/news/544100> sur fond de carte <http://histgeo.ac-aix-marseille.fr/carto/>

Pour les pays riverains, l'une des principales conséquences du regain de tension lié au conflit en Ukraine est l'annulation du gazoduc *SouthStream*. Elle n'entraîne pas qu'une perte de revenus de transit pour la Bulgarie et les pays que le gazoduc devait traverser (Serbie notamment). Elle a aussi offert à la Turquie l'opportunité de se replacer au centre de la question de l'approvisionnement énergétique de l'Europe, à un moment où les gisements traditionnels de la Mer du nord lancent leurs derniers feux.

Mais la destruction d'un chasseur bombardier russe par deux avions turcs en novembre 2015 a provoqué un regain de tensions entre les deux pays dont l'une des conséquences est la suspension *sine die* du projet de gazoduc *Turkish Stream* (ou *TurkStream*), hâtivement présenté courant 2015 par la partie russe comme remplaçant avantageusement le défunt *South Stream* (Stern et alii, 2015). Cette succession de rebondissements et d'annulations met *Gazprom* dans une situation délicate dans la mesure où, selon des sources bancaires, 11 à 13 milliards d'euros auraient été investis pour ces projets gaziers en Mer noire⁷, qui n'ont à ce jour aucun débouché établi.

⁷ <http://international.blogs.ouest-france.fr/archive/2015/12/03/gazprom-turkish-stream-russie-turquie-poutine-erdogan-15237.html>

A plus long terme, il est probable que la politique de la Turquie, qui souhaite profiter de l'affaiblissement économique de la Russie pour reprendre davantage de poids dans la région, tout en s'adaptant à la nouvelle donne stratégique qu'elle impose dans la Mer noire, soit progressivement réorientée pour contrarier les intérêts économiques russes⁸, notamment sur les volumes et des prix du gaz livré par la Russie à la Turquie, tout en cherchant à stimuler la création de routes de substitution, souhaitées depuis longtemps par l'Europe, qui permettrait au gaz d'Asie centrale et de la Caspienne d'être acheminé plus facilement. Ce scénario constitue l'une des possibilités de remise en question de concurrencer la position dominante de *Gazprom* sur le marché européen, qui malgré le tassement des ventes, bénéficie de l'accélération de la chute de la production autochtone de gaz naturel en Europe (*Gazprom*, 2016).

3. L'intérêt commercial d'une présence accrue en Mer noire

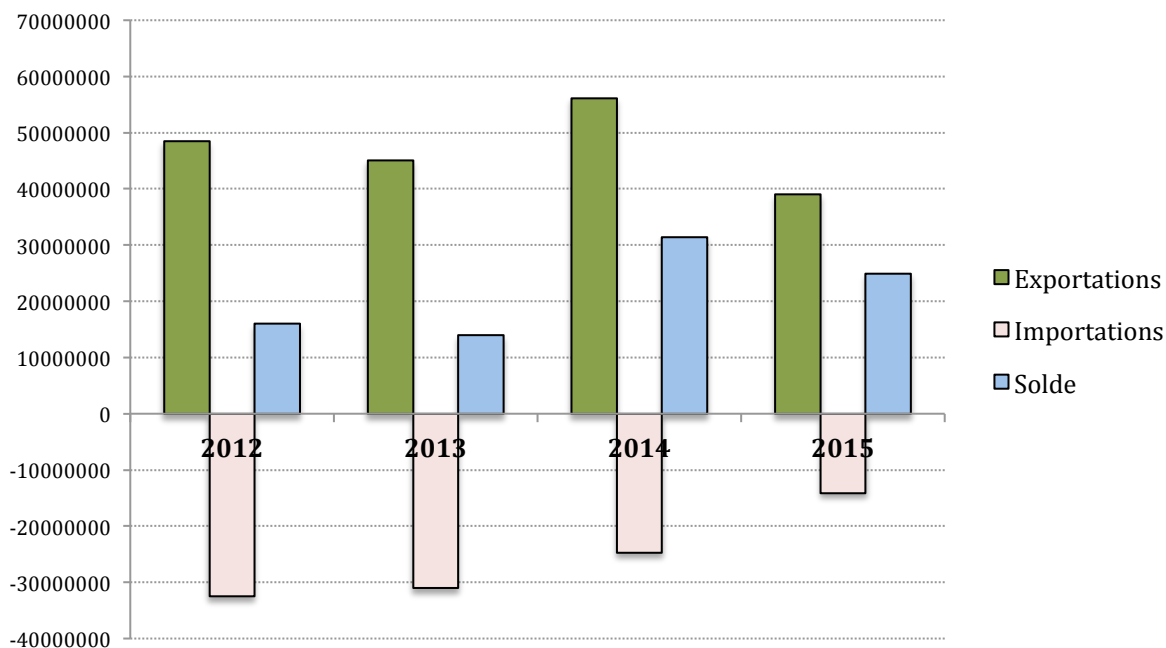
Porté par les échanges énergétiques mais ne s'y réduisant pas, l'intérêt commercial du bassin de la Mer noire est significatif pour la Russie. Les échanges avec neuf pays de la région⁹ représentent 10,4 % commerce extérieur russe en 2014 et 2015. Si ces échanges se sont très fortement contractés en 2015 (-34 %, graphique 1), leur contraction n'a pas été plus forte que la moyenne du commerce extérieur russe : celui-ci a été fortement affecté par la crise russe, la chute des prix des hydrocarbures, la dévaluation du rouble, les sanctions, contre-sanctions et conflits commerciaux avec plusieurs voisins régionaux et l'élévation du niveau d'incertitude géopolitique dans la région

Les échanges avec cette région dégagent un excédent commercial récurrent, supérieur à 25 milliards de dollars en 2015. La région a représenté 8 % des importations russes, mais 12 % des exportations et plus de 15 % de l'excédent commercial total dégagé durant cette année.

⁸ <https://www.stratfor.com/analysis/russia-weakens-turkey-grows-assertive>

⁹ Bulgarie, Grèce, Hongrie, Macédoine, Moldavie, Roumanie, Serbie, Turquie et Ukraine.

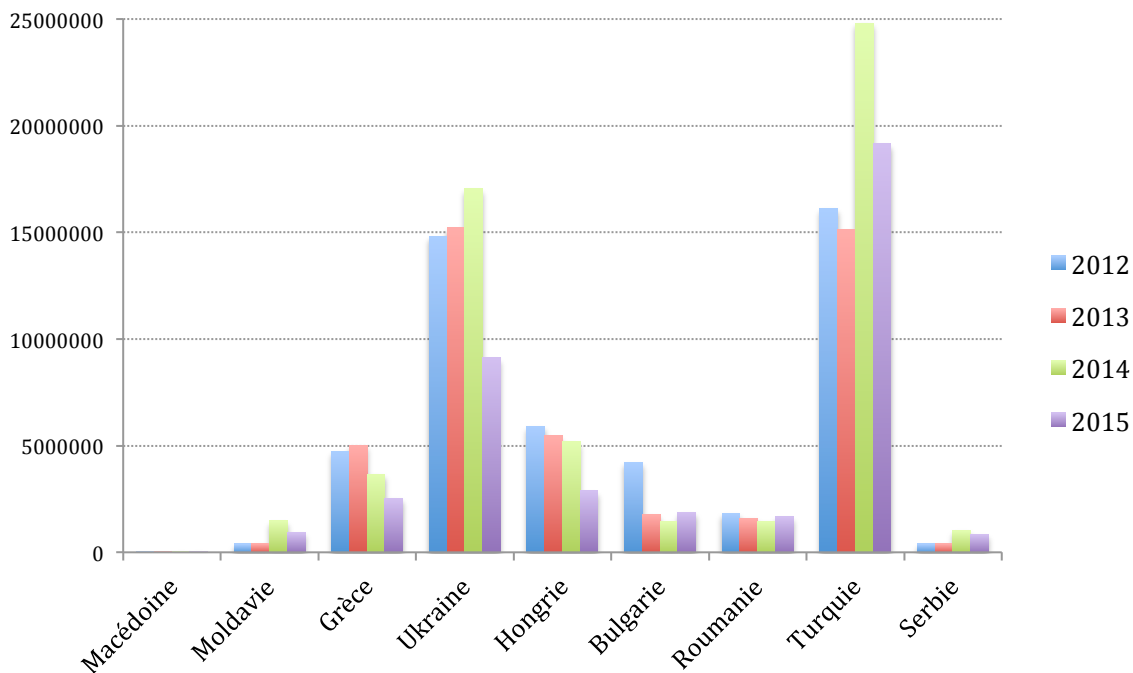
Graphique 1. Relations commerciales de la Russie avec le bassin élargi de la Mer noire, 2012-2015, milliers de US \$ (Bul, Gre, Hon, Mac, Mol, Rou, Ser, Tur, Ukr)



Source : élaboration de l'auteur d'après UN Comtrade.

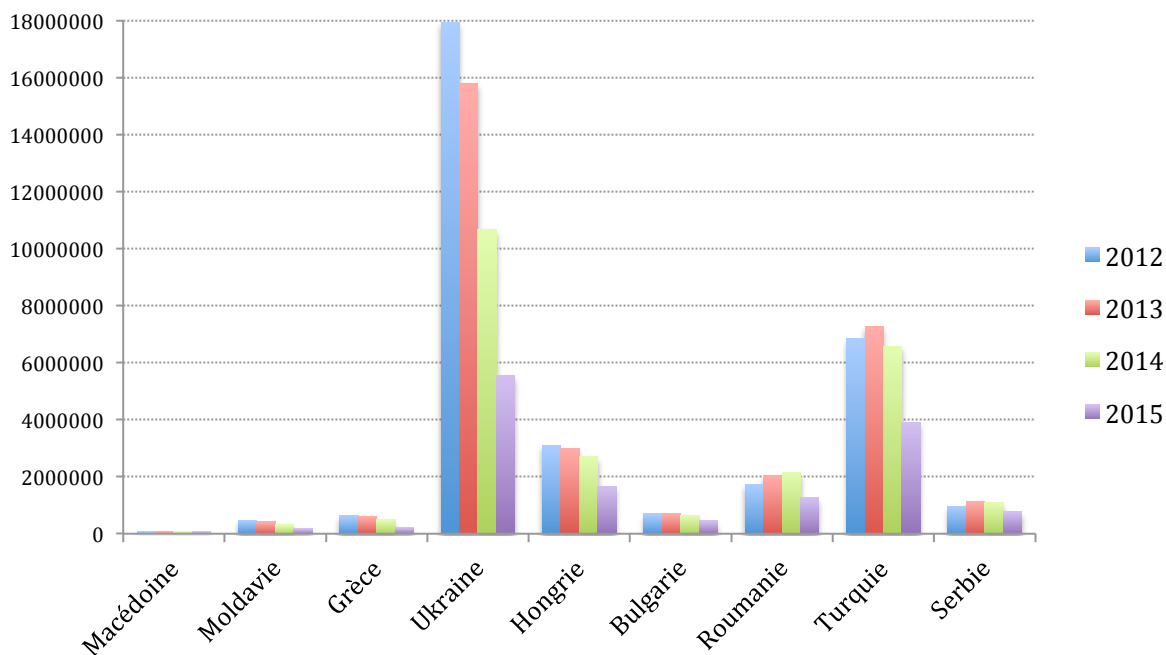
Les graphiques 3 et 4 détaillent les directions géographiques de ces échanges. L'Ukraine et la Turquie sont les deux principaux partenaires commerciaux. Dans les deux cas, la dégradation des relations bilatérales a produit des effets immédiats sur les flux d'échange, soit du fait de nouvelles restrictions imposées, soit d'un état de conflit armé stoppant de facto des flux commerciaux ou empêchant de les enregistrer (avec la région du Donbass notamment). Vis à vis de la Turquie la chute de 2015 est d'autant plus forte qu'elle survient après une augmentation considérable des flux en 2014. En effet, la Turquie avait dans un premier temps bénéficié de son refus d'appliquer les sanctions occidentales à l'égard de la Russie en échappant à l'embargo russe décidé en août 2014 en représailles, ce qui lui avait permis de capter une partie des flux d'importations agro-alimentaires de substitution. Mais le conflit diplomatique bilatéral de l'automne 2015 a conduit les autorités russes à prononcer le même type d'interdiction que celles décidées quelques mois plus tôt à l'encontre des pays de l'OCDE. Les exportations de la Russie vers les pays riverains ne se sont pas effondrées en 2014.

Graphique 2. Exportations russes vers neuf pays du bassin élargi de la Mer noire, 2012-2015 (milliers de US \$)



Source : élaboration de l'auteur à partir de données *UN Comtrade*

Graphique 3. Importations russes depuis neuf pays du bassin élargi de la Mer noire, 2012-2015 (milliers de US \$)



Source : élaboration de l'auteur à partir de données *UN Comtrade*

C'est donc l'effet combiné de la hausse de la conflictualité dans la région, de la chute du taux de change du rouble et du repli de l'activité en Russie qui s'expriment dans la

baisse des importations russes, tandis que la chute de ses exportations s'explique essentiellement par celle des prix des hydrocarbures. La désagrégation des données par groupes de produits montre que la chute n'affecte pas la structure par produit des échanges, sauf dans quelques cas particuliers (exportations de viande hongroise, exportations de produits pétroliers et de matériel ferroviaire pour l'Ukraine par exemple).

Conclusion : quelles évolutions envisageables ?

Deux facteurs vont dominer la situation du bassin de la Mer noire dans les années qui viennent :

- le devenir de la situation géopolitique, avec la manière dont les tensions entre la Russie d'une part, l'Ukraine, la Turquie et les pays occidentaux d'autre part, vont évoluer.
- la trajectoire macro-économique de la Russie, qui dépend pour une part de la situation géopolitique, et pour une autre part de l'évolution des prix mondiaux du pétrole.

Les questions énergétiques continueront de dominer le sujet. Une étude récente sur les scénarios de coopération/conflict entre la Russie et l'Union Européenne sur le plan énergétique conclut à l'intérêt d'une relance de la coopération énergétique entre les deux parties (Shirov *et alii*, 2015). Si les négociations russo-russes autour du gazoduc *Turkish Stream* reprenaient à la faveur d'un dégel des relations diplomatiques entre les deux pays, la concurrence avec les solutions alternatives prévoyant d'acheminer du gaz en provenance d'Asie centrale et du Moyen orient serait d'autant plus exacerbée que les scénarios de moyen et long terme ne prévoient pas une forte reprise de la consommation en Europe occidentale. Dans ces conditions, le prix du gaz en Europe ne devrait pas augmenter fortement à l'avenir. En revanche, s'il n'est pas construit, cela signifiera que la Turquie aura fait le choix de ne pas donner suite aux propositions russes et de privilégier la relation avec les pays occidentaux, l'Azerbaïdjan et les pays d'Asie centrale (notamment le Turkménistan) et du Moyen orient (incluant éventuellement l'Iran).

Dans tous les cas de figure, la manière dont la consommation énergétique européenne évoluera à l'avenir déterminera l'ampleur des enjeux gaziers dans la région. L'essentiel des ressources en hydrocarbures en eaux profondes de la Mer noire n'a pas encore été exploité. Les estimations font état de l'équivalent de 7 milliards de barils d'équivalent pétrole (ENI CBC SPP, 2013). La combinaison de la répartition des gisements et des prétentions territoriales des pays riverains (on peut supposer que l'opposition Russie/Ukraine perdurera longtemps sur le sujet de la Crimée et des eaux territoriales) produit une série d'enjeux économiques et stratégiques, qui risquent de renouveler les tensions régionales, avec une probabilité d'autant plus forte que la valeur des gisements sera élevée. Si les prix mondiaux des hydrocarbures restent durablement faibles, la valorisation de ces gisements sera plus modérée, ce qui n'évitera pas les conflits mais ne les attisera pas. Dans ces conditions, des solutions coopératives du conflit frontalier pourraient être davantage susceptibles d'émerger à long terme.

Références :

ENI CBC SPP (2013) : *Black Sea Basin ENI CBC 2014-2020*. European Commission, Aets, Particip, Draft 28/10/2013.

Gazprom (2016) : « Gazprom: Navigating in a new market Environment », *Gazprom Investor Day 2016 Presentation*. New-York, April 2016.

ICM Petroleum Management (2012) : "Is the Black Sea the Next North Sea ?", *IENE Conference*, Thessaloniki, May 30/31, 2012.

Shirov A., Yantovsky A., Kolpakov A., Semikashev V. (2015) : "Russia and Europe: Energy Union or Energy Conflict ?", communication to *IIASA Workshop*, May 2015.

Stern J., Pirani S., Yafimava K. (2015) : "Does the cancellation of South Stream signal a fundamental reorientation of Russian gas export policy ?", *The Oxford Institute for Energy Studies*, January 2015.

Vercueil J. (2015) : "L'économie russe à la remorque de sa diplomatie", *Analyse Financière*, n°55, avril-mai-juin 2015, p. 31-33.